

u-delà des postures politiques adoptées lors du rejet par le Sénat de l'accord économique et commercial global entre l'Union européenne (UE) et le Canada (AECG, ou CETA dans

CETA : « La concurrence extra-européenne est souvent un coupable commode pour éviter d'affronter les questions de fond »

son acronyme anglais), les controverses ont révélé une fatigue et un malaise qui dépassent largement le seul CETA. La fatigue est celle d'un modèle d'accords reposant sur un échange d'accès au marché, dans lequel l'agriculture fait souvent office de monnaie d'échange contre les gains espérés pour les industries exportatrices les plus performantes. Le malaise procède de

TRIBUNE

Sébastien Jean

Economiste

l'inquiétude grandissante quant à la capacité de l'Union à soutenir son ambition réglementaire, notamment sociale et environnementale, dans le contexte d'une concurrence internationale exacerbée.

Les accords commerciaux sont indispensables aux objectifs européens de souveraineté et d'environnement, avance l'économiste Sébastien Jean, dans une tribune au « Monde ». A condition de bien les négocier.

Publié le 12 avril 2024 à 13h00, modifié le 12 avril 2024 à 15h51
| Lecture 3 min.

A

Article réservé aux abonnés

Lire aussi | [CETA : quel avenir pour l'accord commercial après son rejet par le Sénat ?](#)

Ces préoccupations sont légitimes dans leur principe. Mais elles sont aussi biaisées, parce qu'elles

négligent les enjeux de l'ouverture commerciale et des menaces concurrentielles. On en oublierait presque que le commerce extérieur de produits agricoles et agroalimentaires est excédentaire pour la France comme pour l'Union, cette dernière dégageant également un excédent pour l'ensemble des marchandises. Ce n'est pas en se repliant sur ses frontières que la filière bovine européenne se referra une santé : l'Union est exportatrice nette ! De fait, la concurrence extra-européenne est souvent un coupable commode pour éviter d'affronter les questions de fond, par exemple sur la répartition des aides agricoles ou leur compatibilité avec les ambitions écologiques.

Ce constat ne règle en rien la question de l'opportunité d'un accord, mais il rappelle que l'on ne peut pas avoir l'excédent commercial sans la concurrence, pas plus que la protection sans la réciprocité, ni l'influence sans l'ouverture. Autrement dit, les seules préoccupations défensives ne sauraient présider aux choix de politique commerciale. C'est d'un autre débat dont nous avons besoin, alors que l'Union est aujourd'hui confrontée à une multitude de défis : ruptures technologiques, tensions géopolitiques ou urgence climatique.

Résister aux pressions

Si la montée des tensions n'a pas empêché la croissance du commerce mondial jusqu'ici, c'est notamment parce que la logique économique de la division du travail est puissante dans les secteurs technologiques ; plus personne aujourd'hui ne peut, par exemple, produire des semi-conducteurs de pointe sur une seule base nationale. Difficile, dans ce contexte, de prétendre rester au niveau des meilleurs sans faciliter les approvisionnements et les débouchés extérieurs. Le repli n'est pas une solution.

Ce n'est évidemment pas une raison pour rester sans réponse face à la multiplication des entorses aux engagements internationaux. Au contraire, le ciblage de la protection de nos producteurs sur les cas de concurrence déloyale ou faussée permet de le rendre plus cohérent et efficace. Cela suppose aussi de débattre des modalités d'action et de gouvernance : les dossiers en cours – par exemple, [l'enquête sur les subventions chinoises aux véhicules électriques](#) – illustrent la difficulté à rassembler l'information pertinente et à résister aux pressions politiques de certains Etats ou des lobbys industriels.

Lire aussi l'éditorial du « Monde » | [Libre-échange : faire preuve de discernement](#)

La montée des tensions géopolitiques a amené la Commission européenne à proposer une stratégie de sécurité économique, dont les partenariats sont un pilier. Mais la forme de ces partenariats reste à préciser. Jusqu'ici, les accords commerciaux ont contribué à intensifier nos échanges et nos coopérations avec des partenaires choisis : une sorte de *friend-shoring* [« commerce entre amis », défendant les mêmes valeurs politiques]. Cette dimension prend de l'importance à mesure que le cadre multilatéral est déstabilisé par les tensions entre grandes puissances.

Protectionnisme déguisé

Ces accords peuvent-ils aussi aider à sécuriser nos approvisionnements en minerais critiques ? Les clauses relatives à cette dimension restent jusqu'ici timides. L'accord avec le Chili, par exemple, récemment révisé, contient des engagements visant à éviter les restrictions aux exportations vers l'Union, pour ces minerais en particulier. Mais aller plus loin suppose de proposer aux partenaires concernés des contreparties significatives. Des accords ciblés sur les minerais critiques peuvent être privilégiés : l'un des douze signés à ce jour lie justement l'UE au Canada depuis 2021.

Quant à l'ambition climatique de l'Europe, elle n'a de sens que si elle s'inscrit dans un contexte propice à inciter nos partenaires à aller dans la même direction. Mais l'influence suppose de préserver un niveau suffisant d'ouverture. Les différences de réglementation appellent certes des ajustements, tels que le mécanisme carbone aux frontières, le règlement contre la déforestation importée, ou l'interdiction des produits issus du travail forcé, indispensables à la cohérence de

l'ensemble.

Lire aussi la tribune | [Commerce : « La mise en œuvre de la sécurité économique voulue par l'UE suppose une politique cohérente entre l'Allemagne et la France »](#)

Le risque est que ces mesures soient perçues comme un protectionnisme déguisé, suscitant finalement plus de confrontations que d'entraînement. Eviter cela suppose d'ajuster finement leur mise en œuvre en faisant toute sa part à la simplicité dès que cela est possible, à la facilitation de la mise en œuvre, mais aussi à un dialogue ouvert et constructif. Pour que ces débats complexes puissent utilement orienter les politiques européennes, il est grand temps de sortir des caricatures du débat entre partisans et adversaires du « libre-échange ».

 **Sébastien Jean** est professeur titulaire de la chaire Economie industrielle au Conservatoire national des arts et métiers.

La grande fatigue du commerce international

Le rejet du CETA par le Sénat est un symptôme d'une remise en cause du cadre classique des échanges. La protection de la souveraineté, du modèle social et de l'environnement rebat les cartes :

- « Le vote des sénateurs contre le CETA sanctionne un

[Voir plus](#)

Sébastien Jean (Economiste)

Le Monde Mémorable

[Découvrir](#)

Le génie Chaplin

Personnalités, événements historiques, société... Testez votre culture générale

La fabrique de la loi

Boostez votre mémoire minutes par jour

Partenaires

Codes promo avec Savings United

- Codes Promo **Europcar**
- Codes Promo **Nike**
- Codes Promo **Puy du Fou**
- Codes Promo **IceBreaker**
- Codes Promo **Maisons du Monde**
- Codes Promo **Samsung**
- Codes Promo **Air Caraibes**
- Tous les codes promo**

Formations de langues Avec Gymglish

- Cours d'anglais**
- Cours d'espagnol**
- Cours d'italien**
- Cours d'allemand**
- Cours d'orthographe**
- Découvrez nos offres**
- Offrez un cours de langue**
- Tous nos cours de langues**

Jeux gratuits d'arcade Avec KR3M

- Solitaire**
- Sudoku**
- Mahjong**
- Bubble Shooter**
- Snake**
- Sudoku difficile**
- Échecs**
- Tous nos jeux gratuits**